

EXTRAIT du procès-verbal de la séance du COLLEGE COMMUNAL du  
30 avril 2020

---

**Présents:** Mme TARGNION, Bourgmestre-Présidente;  
M. AYDIN, Président du C.P.A.S.;  
Mmes et MM. DEGEY, CHEFNEUX, LAMBERT, LOFFET, BREUWER, BELLY et ~~LUKOKI~~, Echevin(e)s;  
~~M. DEMOLIN, Directeur général.~~ Mme KNUBBEN, Directrice générale faisant fonction.

---

POLICE ADMINISTRATIVE - Salubrité publique - COVID-19 - Mesure communale complémentaire en matière de commerces en raison de la pandémie au coronavirus - Etalages.

LE COLLEGE,

Vu l'article 162, 3° de la Constitution;

Vu l'article 135, § 2, 5° de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1123-23, 1° et 9°;

Vu l'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement Wallon du 17 avril 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au Conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation par le Collège communal;

Vu l'arrêté du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus (COVID-19) et les dispositions qui le modifient;

Vu la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît à ce jour le Royaume et les mesures nécessaires à prévenir la propagation du virus dans la population au niveau du territoire communal;

Attendu les déclarations et la décision du Conseil National de Sécurité du 24 avril 2020 de prolonger certaines mesures prises préalablement par lui en raison de la pandémie au coronavirus;

Vu l'urgence;

A l'unanimité,

ARRETE :

Art. 1.- Le présent arrêté sera applicable dès le 4 mai 2020 et restera d'application jusqu'au 10 mai 2020 inclus.

Art. 2.- Il faut entendre par "étalage" tout dispositif amovible occupant le domaine public destiné à présenter et promouvoir à la vente de façon attractive des marchandises quelconques.

Art. 3.- En complément de l'arrêté du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur du 23 mars 2020 précité tel que modifié et des dispositions qui le remplacent, il est décidé que, sur le territoire de la Ville, la présence de tout étalage est interdite.

Art. 4.- Les contraventions aux dispositions du présent arrêté sont passibles de sanctions administratives communales.

Art. 5.- Le présent arrêté sera confirmé lors du prochain Conseil communal et publié dans les formes légales puis transmis, pour information, aux greffes des tribunaux de première Instance et de Police, ainsi qu'aux différents Services communaux concernés et aux Services de Police locale de la Zone "Vesdre".

PAR LE COLLEGE :

La Directrice générale f.f.,

La Présidente,

M. KNUBBEN

M. TARGNION